

ETATS GENERAUX DU 04/12/ 2013

Le 4 décembre, les états généraux des finances publiques se sont tenus à la bourse du travail à Paris et réunissaient les syndicats suivants : solidaires, FO, CFDT et la CGT, la section du Rhône étant représentée par deux membres du bureau.

Ils avaient pour objectif de faire le point sur la manifeste des agents des finances publiques qui a été signé par environ 15 000 agents et de trouver un accord sur la suite de la mobilisation.

Trois thèmes ont fait l'objet de débat après un discours introductif de chaque secrétaire général : la démarche stratégique, le maillage territorial, et les conditions de travail.

Un certains nombre de militants sont donc intervenus apportant leur expérience personnelle concernant notamment des luttes locales gagnées mais aussi leurs craintes futures sur des réformes entreprises ou envisagées par le ministère.

De manière générale, les trop nombreuses suppressions d'emplois, la baisse du pouvoir d'achat par le gel du point d'indice, les difficultés à exercer nos mission...restent le cheval de bataille de toutes les organisations syndicales. La démarche stratégique a en effet pour objectif de faire mieux avec moins de moyens ce qui n'est pas possible et doit être condamné.

Cependant, d'autres préoccupations viennent s'ajouter telles que les conclusions du rapport Pêcheur qui préconise notamment une mobilité accrue des fonctionnaire (mutation obligatoire en fonction des besoins) ou la fin du « contrat à vie » remettant en cause la statut des fonctionnaires, mais aussi la fusion de l'IR et de la CSG ou la mise en oeuvre de la retenue à la source pour les particuliers qui engendrerait une suppression importante des effectifs dans les SIP.

Par ailleurs, dans certains départements, la lutte a payée puisque certains services (trésorerie de proximité notamment) dont la fermeture a été souhaitée par la direction, sont restés ouverts grâce à la mobilisation des agents mais aussi des élus locaux.

Les difficultés rencontrées par les chefs de service à faire tourner leur service ont également été abordées puisqu'on leur impose des objectifs toujours plus élevés avec moins de moyens en personnel et matériels, ce qui peut engendrer des tensions accrues dans les services (entre les personnels mais aussi avec les usagers qui sont de plus en plus exigeants).

En conclusion, un appel à la grève courant 2014 risque d'avoir lieu de la part de la CGT et FO. Certains militants préconisent même des solutions plus radicales telles que le blocage des services ou la grève reconductible. Solidaires reste plus mesuré car ils souhaitent dans un premier temps tâter le terrain auprès des agents avant d'appeler éventuellement à la grève.